

Intervention de Fabio Regazzi, président de l'Union suisse des arts et métiers, conseiller national «Le Centre»

Chers journalistes

En tant que parlementaire et membre des commissions de l'économie et des redevances, je dois constater qu'en politique, l'importance de l'économie est de plus en plus remise en question. Trop souvent, on mise au contraire sur l'État comme sur un remède miracle. En tant que président de notre entreprise familiale, et ce depuis trois générations, je sais à quel point l'esprit d'entreprise responsable est important pour le succès. Et ce succès préserve des emplois et donc la prospérité de la population. Nous sommes tous des acteurs économiques! C'est pourquoi l'alliance des organisations faîtières est si importante. Si l'économie veut gagner des majorités à ses causes, elle doit s'exprimer d'une voix unie, harmoniser ses priorités et agir et communiquer de manière claire et crédible. Nous devons à nouveau faire contrepoids aux partis de gauche et donner une voix forte à l'économie. Nous sommes tous des acteurs économiques et, comme nous le savons tous, les PME constituent l'épine dorsale de l'économie. En plus d'être percutante, cette déclaration est également un fait. Les PME jouent un rôle important et varié au sein de l'économie suisse. Leur importance ne se limite pas au fait qu'elles représentent plus de 99 pour cent de toutes les entreprises. Avec 68 pour cent de tous les employés, les PME sont également le plus grand employeur. Et avec le pourcentage tout aussi élevé de tous leurs apprenants, les PME sont également garantes d'une formation qui fonctionne dans l'économie suisse. Un facteur décisif de l'économie suisse est l'interaction entre les grands groupes ou les entreprises et les PME. Un agenda commun de politique économique est donc pour tous un point de départ afin de faire valoir des préoccupations communes dans le processus politique.

Les PME sont des entreprises dirigées par leur propriétaire. Selon la personnalité de l'entrepreneuse ou de l'entrepreneur, toute l'entreprise se présente de manière totalement différente. *La* PME type n'existe pas. Les PME sont présentes dans tous les

Schweizerischer Gewerbeverband Union suisse des arts et métiers Unione svizzera delle arti e mestieri

secteurs. L'usam, avec toutes ses organisations membres, regroupe donc toute l'étendue de l'économie suisse. L'usam représente non seulement les branches de production, comme la construction ou l'industrie des machines et des matières plastiques, mais aussi les branches de services et parmi elles, par exemple, la santé, l'informatique et, on l'oublie souvent, la place financière.

Un mythe persiste dans les esprits, celui de l'orientation sur le marché intérieur des PME. Pourtant, les PME sont elles aussi à la fois des importateurs et des exportateurs. Près de 60 % du volume des importations en valeur leur est imputable. Pour les exportations, c'est tout de même près de la moitié. Pour les PME et l'ensemble de l'économie, l'accès au marché intérieur européen est éminemment important. À plus long terme, la Suisse doit développer une nouvelle base pour sa relation avec l'UE. Elle ne doit pas nécessairement conclure un nouvel accord ; un accord existant peut également être élargi pour inclure les points importants pour l'UE sans franchir de lignes rouges. Il ne faut en aucun cas faire des compromis qui ne respectent pas les spécificités de la politique réglementaire suisse, de la démocratie directe et du fédéralisme – en bref, notre souveraineté.

Mais la Suisse doit aussi saisir les opportunités de développer ses relations économiques en dehors de l'UE. Cela peut se faire d'une part par la négociation ou la modernisation d'accords de libre-échange – les États-Unis, le Mercosur, l'Inde et les marchés en croissance de l'Extrême-Orient sont ici prioritaires – ou par l'implication de la Suisse dans des coopérations régionales – par exemple ASEAN Plus.

Nous sommes tous des acteurs de l'économie, PME et grands groupes, et nous avons tous un thème commun: nous souffrons tous de coûts de réglementation inutiles. Les entreprises ne peuvent pas influencer ces coûts, qui sont des coûts fixes. Plus les coûts de la réglementation sont élevés, plus la productivité et la compétitivité des entreprises sont faibles. Les coûts de la réglementation se répercutent donc aussi directement sur le produit intérieur brut. Sur la base d'une étude de l'Université de Saint-Gall, les coûts de la réglementation représentent environ 10% du PIB, ce qui correspond actuellement à un montant total d'environ 70 milliards de CHF par an.

La réduction des coûts de réglementation inutiles est au cœur des activités de l'usam et constitue une préoccupation économique globale qui occupe une place centrale dans l'agenda de la politique économique. Grâce à sa politique persévérante, l'usam a remporté un grand succès en la matière cette année. La consultation du Conseil fédéral sur l'introduction du frein aux coûts de la réglementation et sur la loi fédérale sur l'allègement des coûts de la réglementation pour les entreprises s'est achevée à la mi-août. Les propositions du gouvernement correspondent au frein aux coûts de la réglementation conçu par l'usam et lancé par les partis bourgeois. Elle soumet à la majorité qualifiée du Parlement des dispositions qui entraînent des coûts de réglementation de plus de 100 millions de francs ou qui concernent plus de 10 000 entreprises.

La lutte contre les coûts de la réglementation inutiles relève de la politique réglementaire. Selon la politique réglementaire, certaines choses relèvent de la responsabilité de l'État, tandis que d'autres se font sans l'État, c'est-à-dire par des personnes privées, dans le cadre d'une initiative privée et sans intervention de l'État. L'État ne doit fixer des règles et assumer des tâches que dans les domaines qui nécessitent effectivement une coordination de l'ensemble de la société et qu'il peut effectivement résoudre avec ses moyens. Cela correspond au principe de subsidiarité que nous avons défini dans l'agenda.

La mobilité est un facteur important pour le fonctionnement de l'économie et notamment aussi des PME. Nous nous engageons en faveur d'une politique des transports qui combine judicieusement les atouts de tous les modes de transport, en garantissant notamment le principe du libre choix du moyen de transport. L'agenda stipule que de nouvelles taxes ou redevances, telles que le péage ou des «zones vertes», doivent être rejetées.

La numérisation peut également être considérée comme une opportunité pour l'économie suisse. Elle est utile si elle est liée à des principes de liberté et si elle se déroule sur la base de bonnes infrastructures. Ces dernières années, l'usam a soutenu

la transformation numérique de ses membres et a accordé une grande importance à l'affinité des PME avec la numérisation. Pour être toujours prêt pour l'avenir, ce processus doit se faire de manière continue et être largement soutenu.

Permettez-moi de conclure en soulignant que l'usam s'engage à mener une politique économique réglementaire et à la mettre en œuvre de manière conséquente dans l'esprit de ses organisations membres. En conséquence, elle se montre intraitable dans le processus politique. L'agenda de politique économique s'inscrit dans la ligne stratégique de l'usam. Dans la perspective des élections de 2023, l'usam mettra également tout en œuvre pour que sa voix en matière de politique économique soit entendue, en association avec les autres organisations faïtières.